

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 06/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIADÉ ELECTRONIQUE

26 avenue des Champs Pierreux
92000 Nanterre

Références : 2023/0703
Code AIOT : 0006507061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2023 dans l'établissement TRIADÉ ELECTRONIQUE implanté 17, rue Gay Lussac ZA de la Grande Couture 95500 Gonesse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les sites dont l'activité principale est le recyclage de D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques) sont régulièrement sujets à des départs de feux compte tenu de la présence et de la manipulation de ces déchets "à risque". Ces feux sont, la plupart du temps, gérés par l'exploitant lui-même via les équipements requis installés à demeure. L'inspection du site a été réalisée suite à un départ d'incendie qui s'est déclaré sur la chaîne de tri des éléments non ferreux. Ce départ de feu a été en majeure partie géré par l'exploitant. Il n'a pas eu de conséquences pour l'environnement mais a sérieusement endommagé l'outil de production qui va rester à l'arrêt pour une durée indéterminée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADÉ ELECTRONIQUE
- 17, rue Gay Lussac ZA de la Grande Couture 95500 Gonesse
- Code AIOT : 0006507061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société TRIADE ELECTRONIQUE (groupe Véolia) est un site ICPE autorisé et soumis à la directive IED. Il exerce une activité de traitement de déchets D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques), dont des appareils contenant des batteries/piles lithium, sur un site d'une superficie d'environ 15 700 m² dont 7 000 m² de bâtiment à Gonesse. Les conditions d'exploitation de l'établissement sont définies par l'arrêté d'autorisation du 11 avril 2000 complété en dernier lieu le 22 octobre 2021. Le site est notamment équipé d'un important broyeur de déchets qui permet d'obtenir un tri en sortie selon les types de fractions de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déclaration de l'accident
- détection incendie ;
- évacuation et désenfumage ;
- confinement des eaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration et rapport d'incident	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 2.5.1	/	Sans objet
2	Détection incendie	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.1	/	Sans objet
3	Évacuation et désenfumage	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.3.2.1	/	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'incendie, les dispositions imposées à l'exploitant (détection / aspersion / intervention / désenfumage / moyens d'intervention / non propagation de l'incendie) ont bien fonctionné. Les enseignements tirés des incendies précédents ont probablement facilité la prise en charge rapide du début de sinistre et limité sa propagation. La reprise de l'activité va nécessiter des travaux importants de réparation de l'outil de tri et limiter les capacités de traitement de l'installation pour une durée indéterminée à la date de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a été informée de l'incendie le jour même par l'astreinte de la préfecture du Val-d'Oise. L'inspection a pu avoir un premier point de situation par téléphone le soir-même de l'incendie par téléphone avec l'exploitant. Puis, l'exploitant a fait un second point de situation auprès de l'Inspection par téléphone le 30

<p>août. Un premier mail de compte rendu a été transmis à l'inspection le 30 août après-midi. L'inspection post incident – objet du présent rapport - a eu lieu sur le site le 31 août. Au cours de l'inspection, l'exploitant a précisé le déroulé de l'incident :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclenchement de l'alarme incendie à 19h10, l'incendie est localisé dans la cabine 2 (tri non ferreux). Des opérations de tri manuel y sont en cours ; - évacuation des personnels du site en parallèle de l'intervention des équipes incendie ; - le site est basculé en mode rétention des eaux ; - appel du SDIS à 19h25 ; - arrivée des pompiers à 19h45. L'incendie est maîtrisé par les équipes du site à leur arrivée. <p>L'utilisation de 3 RIA par les opérateurs a été efficace. Le feu était maîtrisé à l'arrivée des pompiers. Les pompiers ont procédé à une reconnaissance afin d'écarter tout risque de reprise. Le feu serait parti d'un tapis de tri de manière assez virulente, en présence d'opérateurs. Il y avait moins de 50 kg de matière en cours de tri dans le local. Il n'y a pas de blessé à l'intérieur ou à l'extérieur du site. L'activité de réception de déchets et de pré-tri a repris dès le 31 août au matin. L'activité de tri/broyage est arrêtée pour une durée indéterminée. L'exploitant a mis en place un transfert des déchets pré-triés vers les autres sites du groupe. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'un rapport d'incident était attendu de sa part dans un délai de 15 jours. L'exploitation des images de vidéosurveillance devrait permettre de comprendre l'origine et la cinétique de l'incendie. Observation : ce rapport a bien été transmis à l'inspection avant la rédaction du rapport d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est également doté d'une installation de détection incendie comportant un double système de surveillance. Celui-ci comprend des détecteurs de fumée et des détecteurs de flammes. Les emplacements de ces détecteurs sont judicieusement choisis. Ils sont notamment positionnés au niveau des alvéoles de stockage, du démanteleur et de ses convoyeurs. En cas de détection d'un départ de feu, l'information est aussitôt et automatiquement transmise aux équipes en place par des moyens appropriés, ainsi qu'au gardien. Lors d'un déclenchement de nuit, le gardien et les équipes d'astreinte sont alertées par des moyens appropriés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système de détection automatique des fumées installé au sein du bâtiment a détecté le départ de feu. L'évacuation du site a été réalisée. Les opérateurs formés sont également intervenus sur le départ de feu avec des RIA selon la procédure en vigueur. L'installation de RIA supplémentaires au niveau des plateformes supérieures suite à l'incendie de 2022 a montré sa pertinence et a permis une attaque du feu depuis plusieurs points hauts.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Évacuation et désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation et désenfumage
Prescription contrôlée :

<p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. La toiture comporte, sur 2 % au moins de sa surface, des éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées (lanterneaux fusibles et ouvrants par exemple). Les commandes manuelles des ouvrants sont placées à proximité des accès. Le site est également équipé de 3 écrans de cantonnement de désenfumage disposant d'une retombée de 2 m et stables au feu 30 minutes, sous toiture. Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant et réparties dans le bâtiment de façon à éviter les culs de sac. Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie. Toutes les portes, intérieures et extérieures sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leurs accès convenablement balisés. Des plans sont affichés en nombre suffisant pour informer le personnel des conditions d'évacuation.</p>
<p>Constats : Les 32 personnes présentes sur le site ont été évacuées conformément aux procédures. En parallèle les équipes prévues et formées à cet effet ont attaqué l'incendie de manière efficace. Les systèmes de désenfumage ont parfaitement rempli leur fonction. Cela a occasionné plusieurs colonnes verticales de fumées non opaques au droit du site pendant environ 1 heure, sans conséquences ni gênes particulières pour les riverains ni pour les occupants de la zone industrielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée : La capacité de confinement sur le site présente un volume de rétention disponible et suffisant sans être inférieur à 704 m³. Si la capacité de confinement est confondue avec le bassin de collecte et de traitement des eaux pluviales mentionnés à l'article 4.3.5 du présent arrêté, sa capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site.</p>
<p>Constats : Le feu a été rapidement maîtrisé et a nécessité peu d'eau d'extinction. Les eaux d'extinction ont été contenues à l'intérieur du bâtiment puisque le sol de celui-ci est étanche et placé par défaut en rétention. Dès le lendemain du sinistre, l'exploitant a fait intervenir un prestataire (CIG/SARP) pour pomper les eaux stockées dans la fosse située au centre du bâtiment. 6 m³ d'eau d'extinction ont été pompés et évacués vers la filière adaptée. Le BSD a été transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>